

EDITO- RIAL

Les chiffres du mal-logement parlent d'eux-mêmes : les loyers s'envolent, les prix de l'immobilier deviennent toujours plus inaccessibles et la pénurie de logements abordables se creuse chaque jour davantage. Rien de ce qui a été entrepris ne semble pour le moment à la hauteur de la situation. En attendant, une partie croissante de la jeunesse fait face à une réalité qui compromet non seulement son présent, mais aussi son avenir.

Si la valeur d'une société se mesure à la place qu'elle accorde à ses jeunes, l'Europe est manifestement confrontée à un défi majeur. Dans cette région parmi les plus prospères du globe, environ 400 000 mineure-s vivent à la rue ou dans des centres d'hébergement, plusieurs millions sont victimes du mal-logement. Le problème est d'autant plus inacceptable que la question du logement soulève celles de la justice sociale et de l'égalité des

chances. Car ces enfants, privé-e-s des conditions leur permettant de vivre et de grandir dignement, risquent d'être pénalisé-e-s dans leur trajectoire et leur participation au devenir collectif.

Le sans-abrisme est à l'agenda européen depuis plusieurs années et la prise de conscience de la crise du logement semble faire son chemin. En témoignent les intentions de la présidente de la Commission fraîchement réélue pour un nouveau mandat : une stratégie Européenne de lutte contre la pauvreté ; un plan européen inédit pour le logement abordable ; un commissaire responsable du logement ; une Plateforme européenne d'investissement pour le logement abordable et durable ; et un doublement des finances disponibles pour le logement abordable dans le cadre de la politique de la cohésion.

Ces initiatives sont encourageantes mais de nombreux points impor-

tants restent à préciser pour juger de leur potentiel impact. Aussi louables soient-elles, les annonces et les promesses ne suffiront pas à endiguer le problème. Les États membres restent pour le moment les principaux acteurs en mesure d'infléchir la situation, mais les règles budgétaires européennes limitent grandement leur capacité à investir dans des solutions. Il s'agit donc de repenser intégralement l'approche afin que le droit fondamental au logement soit enfin respecté.

Les mesures correctives et les ajustements ont fait leur temps. La crise est trop profonde, il faut agir avec ambition. Les gouvernements et les collectivités locales doivent unir leurs forces pour lutter contre le sans-abrisme et garantir qu'aucun.e enfant ne soit exclu.e du logement, pour produire des logements sociaux ou abordables à destination des familles, pour réformer en profondeur les campagnes de rénovation en priorisant les ménages

les plus fragiles. Parallèlement à ces politiques sociales et inclusives qui doivent être pensées et déployées sur le long terme, un ensemble des mesures locales et concrètes peuvent rapidement être mises en œuvre. Chaque initiative, chaque projet peut faire la différence.

Ne laissons pas une génération entière s'éteindre sous le poids de l'immobilisme et de l'inaction. Cette jeunesse est notre avenir. Et si nous leur offrons la stabilité nécessaire, elle saura bâtir un monde plus juste et plus solidaire. C'est à nous, aujourd'hui, de prendre les décisions qui garantiront leur succès demain.

Freek Spinnewijn

Directeur de la FEANTSA

Christophe Robert

Délégué Général
de la Fondation Abbé Pierre